

# Newsletter, 15-18 janvier 2018 - Session plénière - Strasbourg

[11-01-2018 - 14:51]

## Séance plénière

- [Le Premier ministre irlandais en plénière pour débattre de l'avenir de l'Europe](#) . . . 3  
 Le Premier ministre de la République d'Irlande, Leo Varadkar, sera le premier dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les eurodéputés mercredi matin.
- [Les députés débattront du sommet européen et du Brexit](#) . . . . . 4  
 Les députés débattront mardi matin avec le Président du Conseil européen Donald Tusk des conclusions du sommet européen ayant réuni les dirigeants de l'UE les 14 et 15 décembre à Bruxelles. Le sommet s'est concentré sur les négociations relatives au Brexit, la migration, la coopération en matière de défense et la réforme de la zone euro.
- [Présidence bulgare du Conseil de l'UE: les députés entendront le Premier ministre Boyko Borissov](#) . . . . . 5  
 Mercredi, le Premier ministre bulgare, Boyko Borissov, présentera aux députés les priorités de la présidence entrante du Conseil de l'UE.
- [Train de mesures sur l'énergie propre: vers une négociation avec les ministres?](#) 6  
 Il faut réduire la consommation d'énergie de 40% d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2005 et accroître la part de sources d'énergie renouvelables de 27 à 35%, affirme un projet législatif qui sera débattu lundi.
- [La propagande russe dans l'UE](#) . . . . . 7  
 L'influence de la propagande russe dans les pays de l'UE et ses tentatives supposées d'influence, via la désinformation, sur les élections dans certains pays de l'Union, feront l'objet d'un débat d'actualité mercredi après-midi.
- [Empêcher les régimes autoritaires d'espionner leurs propres citoyens](#) . . . . . 8  
 Les contrôles des exportations de l'UE devraient être élargis aux outils de cybersurveillance, qui peuvent être utilisés pour violer les droits de l'homme, selon un projet débattu mardi et voté mercredi.
- [Réduire le financement du terrorisme et geler les avoirs d'origine criminelle: projets législatifs](#) . . . . . 10  
 Les négociations avec les ministres de l'UE sur des projets législatifs visant à lutter contre le financement du terrorisme et à faciliter la confiscation transfrontalière d'avoirs criminels pourront débuter dès que le Parlement aura donné son feu vert, prévu mardi minuit.
- [Débat sur la nouvelle stratégie pour réduire l'impact environnemental des plastiques](#) . . . . . 11  
 La nouvelle stratégie de l'UE visant à réduire l'impact des plastiques sur l'environnement sera dévoilée par la Commission européenne mardi et débattue en plénière mercredi.
- [Combiner flexibilité pour les pêcheurs et protection accrue des stocks halieutiques](#) . . . . . 12  
 Le Parlement se prononcera mardi sur des règles communes européennes concernant la façon, le lieu et le moment où une personne peut pêcher dans l'UE, y compris sur des interdictions de certaines méthodes et espèces de pêche ainsi que sur des restrictions applicables aux engins de pêche.
- [Conflits familiaux transfrontaliers: le Parlement veut protéger les enfants](#) . . . . . 13  
 De nouvelles règles permettant de mieux protéger les enfants dans les cas de conflits familiaux transfrontaliers liés au divorce, à la garde et aux enlèvements d'enfants feront l'objet d'un débat mercredi et seront mises aux voix jeudi.



# Séance plénière

<b>Initiative pour l'emploi des jeunes: les députés en appellent à des améliorations</b>	14
L'initiative pour l'emploi des jeunes a contribué à la lutte contre le chômage des jeunes dans l'UE, mais elle pourrait être mise en œuvre de façon plus approfondie, déclarera le Parlement dans une résolution débattue mercredi et mise aux voix jeudi.	
<b>Traite des femmes et des filles</b>	15
Les députés interrogeront la Commission sur les mesures qu'elle prend pour lutter contre la traite, l'exploitation sexuelle et l'exploitation par le travail lors d'un débat mercredi soir.	
<b>L'UE doit continuer à soutenir le processus de paix en Colombie</b>	16
Les députés devraient exhorter l'UE à continuer à soutenir politiquement et financièrement le processus de paix colombien lors d'un débat mardi.	
<b>Iran: les députés débattront des récentes manifestations violentes</b>	17
Les députés débattront du plus important mouvement de protestation depuis près d'une décennie qui a eu lieu en Iran, avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mardi après-midi.	
<b>Le Kenya doit réformer son processus électoral, exhortent les députés</b>	18
Les députés débattront de l'instabilité persistante au Kenya suite à l'élection présidentielle contestée et, sur base du rapport de la mission d'observation électorale de l'UE, appelleront à des réformes.	
<b>Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie</b>	19
<b>Autres sujets à l'ordre du jour</b>	19

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578  
STR: (+33) 3 881 72649  
PORT: (+32) 473 55 74 66  
ROLE: Attachée de presse  
EMAIL: [presse-FR@europarl.europa.eu](mailto:presse-FR@europarl.europa.eu)

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992  
STR: (+33) 3 881 74151  
PORT: (+32) 498 98 13 37  
EMAIL: [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151  
PORT: (+32) 470 87 02 64

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407  
STR: (+33) 3 88 17 20 97  
PORT: (+32) 471 95 35 11  
EMAIL: [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

## En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Centre multimédia du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)

# Séance plénière

## Le Premier ministre irlandais en plénière pour débattre de l'avenir de l'Europe

**Le Premier ministre de la République d'Irlande, Leo Varadkar, sera le premier dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les eurodéputés mercredi matin.**

Invité par le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, et la Conférence des présidents, M. Varadkar prononcera un discours en session plénière et débatera ensuite de l'avenir de l'Union européenne avec les représentants des groupes politiques et les députés européens.

Cette discussion sera la première d'une série de débats entre les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE et les eurodéputés sur l'avenir de l'Union européenne.

*Débat: mercredi 17 janvier*

*Point presse: à 12h30 dans la zone de l'entrée protocolaire (-1), en présence du Président du Parlement européen, Antonio Tajani, et du Premier ministre irlandais Leo Varadkar*

*#FutureofEU #Varadkar*

### En savoir plus

- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Les députés débattent du sommet européen et du Brexit

Les députés débattent mardi matin avec le Président du Conseil européen Donald Tusk des conclusions du sommet européen ayant réuni les dirigeants de l'UE les 14 et 15 décembre à Bruxelles. Le sommet s'est concentré sur les négociations relatives au Brexit, la migration, la coopération en matière de défense et la réforme de la zone euro.

Les dirigeants européens se sont accordés le 15 décembre pour déclarer que "des progrès suffisants" avaient été réalisés dans les négociations relatives au Brexit, permettant de passer à la deuxième phase qui inclut notamment les négociations sur l'avenir des relations entre l'UE et le Royaume-Uni.

Ils ont également salué le lancement de la coopération structurée permanente (CSP) en matière de défense, et ils ont débattu de la façon de s'assurer que l'UE disposait des moyens nécessaires pour faire face à de potentiels chocs économiques.

*Débat: mardi 16 janvier*

*Procédure: débat avec le Conseil européen, sans résolution*

*#Brexit #EUCO @EU2018BG #MigrationEU #EUdefence #eurozone*

### En savoir plus

- [Conclusions du Conseil européen des 14-15 décembre 2017](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits \(Brexit\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits \(autres sujets\)](#)

# Séance plénière

## Présidence bulgare du Conseil de l'UE: les députés entendront le Premier ministre Boyko Borissov

**Mercredi, le Premier ministre bulgare, Boyko Borissov, présentera aux députés les priorités de la présidence entrante du Conseil de l'UE.**

Les priorités de la présidence bulgare sont les suivantes:

- l'avenir de l'Europe et les jeunes;
- la perspective européenne et la connectivité des Balkans occidentaux;
- la sécurité et la stabilité dans une Europe forte et unie; et
- l'économie numérique et les compétences de l'avenir.

C'est la première fois que la Bulgarie prend la présidence du Conseil de l'UE.

Mardi matin, les députés évalueront également les progrès réalisés au cours des six derniers mois par la présidence estonienne sortante.

*Débats: mardi et mercredi*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission*

*Conférence de presse: mercredi 17 janvier à 12h45 en présence du Président Tajani, du Président Juncker (à confirmer) et du Premier ministre Boyko Borissov*

*@EU2018BG #EU2018BG @EU2017EE #EU2017EE*

### En savoir plus

- [Produits audiovisuels: présidence bulgare](#)
- [Produits audiovisuels: présidence estonienne](#)
- [Site web de la présidence bulgare](#)
- [Site web de la présidence estonienne](#)

# Séance plénière

## Train de mesures sur l'énergie propre: vers une négociation avec les ministres?

**Il faut réduire la consommation d'énergie de 40% d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2005 et accroître la part de sources d'énergie renouvelables de 27 à 35%, affirme un projet législatif qui sera débattu lundi.**

Le débat, prévu lundi à 17 heures, sera suivi d'un vote mercredi sur un mandat pour les députés dans le but de négocier la forme définitive de la législation avec les ministres de l'UE.

Les députés de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie appellent à un objectif contraignant de réduction de la consommation d'énergie de l'UE de 40% d'ici à 2030 (soit une réduction de 34% de la consommation d'énergie primaire par rapport aux niveaux de 2005). Par ailleurs, ils souhaitent augmenter de 27 à 35% l'objectif du taux d'énergies renouvelables pour l'ensemble de la consommation énergétique de l'UE. Pour le secteur des transports, au moins 12% de l'énergie consommée dans chaque État membre devrait être produite à partir d'énergies renouvelables, telles que le soleil ou le vent.

Si le Parlement approuve son mandat de négociation, les pourparlers avec le Conseil pourraient commencer immédiatement, puisque le Conseil a approuvé son approche générale sur l'[efficacité énergétique](#) le 26 juin, et sur les [énergies renouvelables](#) et la [gouvernance de l'union de l'énergie](#) le 18 décembre.

Ces trois dossiers s'inscrivent dans le cadre du [train de mesures sur l'énergie propre](#), lancé par la Commission européenne en novembre 2016 et qui est essentiel pour l'achèvement de l'[union de l'énergie](#).

*Débat: lundi 15 janvier*

*Vote: mercredi 17 janvier*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

*Conférence de presse: mercredi 17 janvier à 14h30, en présence des rapporteurs*

*#energyunion*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(28.11.2017\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(07.12.2017\) \(en anglais\)](#)
- [Projets de rapport, amendements et listes de vote](#)
- [Conseil - Approche générale sur les énergies renouvelables](#)
- [Conseil - Approche générale sur l'efficacité énergétique](#)
- [Conseil - Approche générale sur l'efficacité énergétique sur la gouvernance de l'union de l'énergie](#)
- [Train de mesures sur l'énergie propre \(en anglais\)](#)
- [Union de l'énergie \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure - Promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables - Refonte 2016/0382\(COD\)](#)
- [Fiche de procédure - Gouvernance de l'union de l'énergie 2016/0375\(COD\)](#)
- [Fiche de procédure - Efficacité énergétique 2016/0376\(COD\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## La propagande russe dans l'UE

**L'influence de la propagande russe dans les pays de l'UE et ses tentatives supposées d'influence, via la désinformation, sur les élections dans certains pays de l'Union, feront l'objet d'un débat d'actualité mercredi après-midi.**

Les députés ont déjà signalé en 2016 que le Kremlin avait donné un coup d'accélérateur à sa propagande contre l'UE depuis l'annexion de la Crimée et sa "guerre hybride" dans la région du Donbass. Ils ont précisé dans une [résolution](#) que "le gouvernement employait une large gamme d'instruments et d'outils, tels que les think tanks [...], les chaînes de télévision multilingues (comme Russia Today), les pseudo agences d'information et services multimédias (tels que Sputnik) [...], les réseaux sociaux et les trolls internet afin de s'attaquer aux valeurs démocratiques, de diviser l'Europe, de s'assurer du soutien interne et de donner l'impression que les États du voisinage oriental de l'UE sont défaillants."

Pour lutter contre cette propagande, les députés ont suggéré de renforcer la task force de l'Union sur la communication stratégique et d'investir davantage dans la sensibilisation, le journalisme d'investigation et l'éducation à l'information.

*Débat: mercredi 17 janvier*

### En savoir plus

- [Communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers](#)
- [Service de recherche du PE – Note d'information sur la guerre de l'information en Russie \(octobre 2016, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Empêcher les régimes autoritaires d'espionner leurs propres citoyens

**Les contrôles des exportations de l'UE devraient être élargis aux outils de cybersurveillance, qui peuvent être utilisés pour violer les droits de l'homme, selon un projet débattu mardi et voté mercredi.**

L'UE est en train de mettre à jour ses règles sur les contrôles des exportations de biens à double usage, afin de faire face aux nouvelles technologies et d'empêcher les régimes autoritaires d'espionner leurs propres citoyens à l'aide de produits européens.

Les nouvelles dispositions ajouteront certains outils de cybersurveillance à la liste des produits qui doivent être approuvés par les autorités nationales avant d'être exportés. Cela inclut les appareils permettant d'intercepter les téléphones portables, de pirater les ordinateurs, de contourner les mots de passe ou d'identifier des utilisateurs d'internet; autant de produits à double usage très largement utilisés à travers le monde pour réprimer les civils, l'opposition politique et les militants.

Les députés devraient renforcer la protection des droits de l'homme et créer un système paré pour l'avenir, qui pourra rapidement s'adapter aux nouvelles technologies.

### Prochaines étapes

Les députés établiront le mandat de négociation du Parlement à Strasbourg la semaine prochaine. Les pourparlers pourront débuter dès que les États membres de l'UE auront défini leur propre position de négociation.

### À savoir

Les biens et les technologies qui peuvent être utilisés dans un contexte civil et de paix peuvent également l'être pour la production d'armes de destruction massive, lors d'attaques terroristes ou pour participer à des violations des droits de l'homme. Cela englobe un grand nombre d'items qui vont des produits chimiques aux toxines en passant par les équipements électroniques, les lasers, les technologies de navigation ou liées à l'énergie nucléaire, la robotique ou encore les logiciels. Le système actuel date de 2009 et les exportations sont contrôlées et autorisées par les autorités nationales. Pendant le "Printemps arabe", il a été prouvé que la technologie européenne a été utilisée par les régimes autoritaires pour réprimer les opposants.

*Débat: mardi 16 janvier*

*Vote: mercredi 17 janvier*

*Conférence de presse: mercredi 17 janvier à 15 heures avec le rapporteur Klaus Buchner (Verts/ALE, DE) et le président de la commission du commerce international Bernd Lange (S&D, DE)*

*Procédure: procédure législative ordinaire*

*#dualuse #HumanRights*



# Séance plénière

## En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(23.10.2017\)](#)
- [Service de recherche du PE – Révision des contrôles des exportations des biens à double usage \(juillet 2017, en anglais\)](#)
- [En bref – Le contrôle des biens à double usage \(Commission européenne, en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

# Séance plénière

## Réduire le financement du terrorisme et geler les avoirs d'origine criminelle: projets législatifs

Les négociations avec les ministres de l'UE sur des projets législatifs visant à lutter contre le financement du terrorisme et à faciliter la confiscation transfrontalière d'avoirs criminels pourront débuter dès que le Parlement aura donné son feu vert, prévu mardi minuit.

Ces projets législatifs rendraient plus difficile le financement du terrorisme et d'autres activités issues de la criminalité organisée, en réduisant le blanchiment d'argent et en facilitant le gel et la confiscation des avoirs criminels au niveau transfrontalier.

La [législation concernant le blanchiment d'argent](#) faciliterait la mise en œuvre grâce à la création de définitions à l'échelle européenne et à des sanctions minimales. Celle sur la [confiscation des avoirs transfrontaliers](#) réduirait les délais d'action suite à une demande d'un État membre de gel ou de confiscation d'avoirs, afin que les criminels aient moins de temps pour les transférer.

En l'absence d'objection d'ici mardi minuit, le mandat sera réputé adopté et les négociations pourront débuter avec les ministres de l'UE qui ont déjà adopté leur approche générale sur les deux dossiers.

### À savoir

Les deux dossiers - lutte contre le blanchiment de capitaux grâce au droit pénal et reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation des avoirs - font partie du [plan d'action de la Commission contre le financement du terrorisme](#), proposé en décembre 2016.

*Procédure: confirmation du mandat de négociation, procédure législative ordinaire*

*#SecurityUnion*

### En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire - Blanchiment de capitaux \(12.12.2017\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire - Gel et confiscation des avoirs \(11.01.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Ignazio Corrao \(EFDD, IT\)](#)
- [Profil du rapporteur Nathalie Griesbeck \(ADLE, FR\)](#)
- [Fiche de procédure - Blanchiment de capitaux](#)
- [Fiche de procédure - Gel et confiscation des avoirs](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Débat sur la nouvelle stratégie pour réduire l'impact environnemental des plastiques

La nouvelle stratégie de l'UE visant à réduire l'impact des plastiques sur l'environnement sera dévoilée par la Commission européenne mardi et débattue en plénière mercredi.

La Commission devrait aborder trois questions interdépendantes: la dépendance à l'égard des matières premières fossiles vierges, le taux de recyclage et de réutilisation des plastiques, et les fuites de plastiques dans l'environnement.

### À savoir

Les plastiques sont utilisés dans l'emballage, le bâtiment, l'automobile, l'électronique, l'agriculture et d'autres secteurs. La production de matières plastiques est 20 fois supérieure à celle des années 1960 et devrait presque quadrupler d'ici à 2050.

Bien qu'il existe des milliers de types de plastiques, 90% d'entre eux sont dérivés de combustibles fossiles vierges. Environ 6% de la consommation mondiale de pétrole sert à produire des plastiques et, d'ici à 2050, cette part pourrait atteindre 20%.

En Europe, environ 40% des déchets plastiques post-consommation sont incinérés avec récupération d'énergie, alors que le reste est mis en décharge ou recyclé. Environ la moitié des déchets plastiques collectés et recyclés sont traités dans l'Union européenne, l'autre moitié est exportée, principalement vers la Chine.

*Débat: mercredi 17 janvier*

*Procédure: déclaration de la Commission suivie d'un débat*

*#PlasticsStrategy*

### En savoir plus

- [Train législatif - Stratégie sur les matières plastiques dans une économie circulaire \(en anglais\)](#)
- [Déchets plastiques: stratégie et contexte \(Commission européenne, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Combiner flexibilité pour les pêcheurs et protection accrue des stocks halieutiques

**Le Parlement se prononcera mardi sur des règles communes européennes concernant la façon, le lieu et le moment où une personne peut pêcher dans l'UE, y compris sur des interdictions de certaines méthodes et espèces de pêche ainsi que sur des restrictions applicables aux engins de pêche.**

Le projet de règlement fixerait des mesures communes sur les engins et méthodes de pêche ainsi que sur les espèces autorisées dans toutes les eaux de l'UE. De plus, il permettrait de prendre des mesures régionales adaptées pour limiter les captures non désirées, en particulier de juvéniles.

### Méthodes de pêche innovantes

Les députés de la commission de la pêche ont suggéré d'ajouter certaines restrictions aux propositions de la Commission européenne en vue d'autoriser le recours de méthodes innovantes telles que le courant électrique impulsif (utilisé pour faire sortir les poissons des fonds marins et les diriger dans les filets de pêche).

Les États membres devraient fournir une évaluation des incidences potentielles de l'utilisation de ces engins sur les espèces et les habitats sensibles.

Les députés estiment que les méthodes de pêche innovantes devraient faire l'objet d'une période d'essai de quatre ans au minimum et que ces essais devraient être limités à 5% tout au plus des navires existants dans ce métier (c'est-à-dire un groupe d'opérations de pêche ciblant un ensemble similaire d'espèces, effectué au moyen d'un engin similaire, dans une zone donnée).

Ces évaluations seraient ensuite examinées par le [Comité scientifique, technique et économique de la pêche \(CSTEP\)](#).

Le Parlement pourrait par ailleurs autoriser les députés de la commission de la pêche à débiter les négociations avec le Conseil sur la formulation finale de la législation.

*Débat: lundi 15 janvier*

*Vote: mardi 16 janvier*

*Procédure: procédure législative ordinaire (vote sur le mandat)*

*#EUfisheries*

### En savoir plus

- [Profil du rapporteur Gabriel Mato \(PPE, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE: révision des mesures techniques de pêche \(en anglais\)](#)

# Séance plénière

## Conflits familiaux transfrontaliers: le Parlement veut protéger les enfants

**De nouvelles règles permettant de mieux protéger les enfants dans les cas de conflits familiaux transfrontaliers liés au divorce, à la garde et aux enlèvements d'enfants feront l'objet d'un débat mercredi et seront mises aux voix jeudi.**

Les citoyens européens étant de plus en plus mobiles, les conflits transfrontaliers relatifs à des affaires familiales sont en augmentation dans l'UE. On compte environ [1800 cas de parents enlevant leur\(s\) enfant\(s\)](#) chaque année dans l'Union.

Les nouvelles règles visent à simplifier les procédures de règlement des différends et à les rendre plus efficaces. Le règlement mis à jour imposera des délais plus stricts pour résoudre les cas d'enlèvements parentaux transfrontaliers. Les enfants devront également pouvoir exprimer leur point de vue dans toutes les procédures qui les concernent, et toutes les décisions seront immédiatement exécutoires dans l'ensemble des autres pays de l'UE.

Le Parlement a un rôle consultatif dans la mise à jour de ces règles.

*Débat: mercredi 17 janvier*

*Vote: jeudi 18 janvier*

*Procédure: consultation*

### En savoir plus

- [Projet de rapport sur la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants](#)
- [Profil du rapporteur Tadeusz Zwiefka \(PPE, PL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Étude du PE – Les enlèvements parentaux transfrontaliers dans l'UE \(janvier 2015, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Initiative pour l'emploi des jeunes: les députés en appellent à des améliorations

L'initiative pour l'emploi des jeunes a contribué à la lutte contre le chômage des jeunes dans l'UE, mais elle pourrait être mise en œuvre de façon plus approfondie, déclarera le Parlement dans une résolution débattue mercredi et mise aux voix jeudi.

Les députés devraient demander que les États membres améliorent le suivi et le reporting, le manque de données rendant difficile l'évaluation précise des bénéfices de l'initiative pour l'emploi des jeunes et de la garantie pour la jeunesse pour les jeunes qui recherchent un emploi stable.

Les autres dispositions proposées incluent une approche sur mesure pour toucher les jeunes personnes inactives et vulnérables, des emplois, une éducation et des stages de meilleure qualité, ainsi que davantage d'informations sur les programmes pour l'emploi des jeunes fournies aux entreprises.

### À savoir

Créée en 2013, l'initiative pour l'emploi des jeunes est le principal programme de financement de l'UE relatif aux dispositifs de garantie pour la jeunesse. Elle a pour objectif d'aider les jeunes âgés de 15 à 25 ans dans les régions de l'UE présentant les taux de chômage des jeunes les plus élevés.

Le budget initial pour la période 2014-2020 était de 6,4 milliards d'euros. Les taux de chômage des jeunes étant restés à un niveau élevé, ce budget a été complété par 2,4 milliards d'euros supplémentaires pour la période 2017-2020.

*Débat: mercredi 17 janvier*

*Vote: jeudi 18 janvier*

*Procédure: rapport d'initiative*

*#youth #employment*

### En savoir plus

- [Projet de rapport sur la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes dans les États membres \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Romana Tomc \(PPE, SI\)](#)
- [Service de recherche du PE – Comment le budget de l'UE est-il dépensé? L'initiative pour l'emploi des jeunes \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE – Étude: initiative pour l'emploi des jeunes - évaluation de la mise en œuvre européenne](#)
- [Chômage des jeunes dans l'UE: quels taux? Quelles solutions?](#)
- [Vidéo Europarl – Emploi des jeunes dans l'UE: les députés souhaitent des approches innovantes](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Traite des femmes et des filles

**Les députés interrogeront la Commission sur les mesures qu'elle prend pour lutter contre la traite, l'exploitation sexuelle et l'exploitation par le travail lors d'un débat mercredi soir.**

Dans son [rapport 2016 sur les avancées dans la lutte contre la traite des êtres humains](#) dans l'UE, la Commission a constaté que les victimes étaient à 76% des femmes et à au moins 15% des enfants. L'exploitation sexuelle (67% des victimes) et l'exploitation par le travail (21%) sont les deux principales formes de traite, celle par le travail étant en augmentation selon plusieurs États membres.

Les députés questionneront la Commission sur la façon dont les États membres appliquent la législation européenne relative à la prévention, à la lutte contre la traite et à la protection des victimes. Ils demanderont également quelles mesures spécifiques sont prises pour protéger les femmes et les jeunes filles et quelles ressources sont allouées pour mettre en œuvre ces mesures.

### À savoir

Selon le rapport de 2016, la plupart des victimes répertoriées étaient des ressortissantes de l'UE: 65% d'entre elles provenaient de Roumanie, de Bulgarie, des Pays-Bas, de Hongrie et de Pologne. Les cinq pays tiers d'où proviennent le plus de victimes sont l'Albanie, la Chine, le Maroc, le Nigeria et le Vietnam.

L'UE a adopté des mesures relatives à la prévention de la traite des êtres humains, à la protection et au soutien en faveur des victimes ainsi qu'aux poursuites visant les trafiquants. Les États membres doivent également se conformer aux législations de l'UE relatives au droit des victimes et aux travailleurs saisonniers. L'article 5 de la [charte des droits fondamentaux de l'Union](#) interdit l'esclavage et le travail forcé, tandis que l'article 31 énonce que tout travailleur a droit à des conditions de travail "justes et équitables".

*Débat: mercredi 17 janvier*

*Procédure: question avec demande de réponse orale à la Commission, sans résolution*

*#trafficking*

### En savoir plus

- [Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## L'UE doit continuer à soutenir le processus de paix en Colombie

**Les députés devraient exhorter l'UE à continuer à soutenir politiquement et financièrement le processus de paix colombien lors d'un débat mardi.**

La consolidation de la paix est l'épine dorsale de la [coopération de l'Union européenne avec la Colombie](#) depuis 2002. Lors d'un débat mardi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, les députés devraient ainsi appeler l'UE et ses États membres à continuer à soutenir le processus de paix en Colombie à travers:

- l'instrument de coopération au développement (ICD);
- le fonds fiduciaire de l'UE pour la Colombie, auquel 19 États membres de l'UE ont contribué à ce jour; et
- le soutien au rôle de l'envoyé spécial de l'UE pour le processus de paix en Colombie, Eamon Gilmore.

En septembre dernier, le Parlement européen a [réitéré son soutien au processus de paix en Colombie](#) et s'est félicité de la remise des armes individuelles par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), ainsi que de l'accord de cessez-le-feu bilatéral conclu entre l'Armée de libération nationale et le gouvernement colombien.

### À savoir

L'UE [soutient la paix en Colombie depuis plus de deux décennies](#) et, avec ses États membres, a financé des activités de consolidation de la paix pour plus de 1,5 milliard d'euros. Consciente de l'importance des efforts déployés par la Colombie pour instaurer la paix, la haute représentante Mogherini a nommé l'ancien ministre irlandais des affaires étrangères, Eamon Gilmore, envoyé spécial pour le processus de paix en Colombie en novembre 2015.

En 2016, lorsque l'accord de paix entre les autorités colombiennes et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a été signé, l'UE a réaffirmé son soutien à la consolidation de la paix, par le biais d'un programme de soutien global de près de 600 millions d'euros pour des mesures à court et à long terme. Un [fonds fiduciaire de l'UE](#) pour la Colombie, doté d'un budget de 95 millions d'euros, a été mis en place, se concentrant spécifiquement sur le développement économique et la productivité agricole. À ce jour, 19 États membres de l'UE ont contribué au fonds.

*Débat: mardi 16 janvier*

*Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité*

*#ColombianPeaceProcess*

### En savoir plus

- [Résolution du Parlement européen du 13 septembre 2017 sur les relations politiques entre l'Union européenne et l'Amérique latine](#)
- [Résolution du Parlement européen du 20 janvier 2016 sur le soutien au processus de paix en Colombie](#)
- [Étude EPRS - Le peuple colombien dit "non" à l'accord de paix - Mais l'espoir d'une solution demeure \(octobre 2016, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)



# Séance plénière

## Iran: les députés débattront des récentes manifestations violentes

Les députés débattront du plus important mouvement de protestation depuis près d'une décennie qui a eu lieu en Iran, avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mardi après-midi.

Les manifestations se sont répandues dans plusieurs dizaines de villes iraniennes pendant environ une semaine, à compter du 28 décembre 2017, date à laquelle des centaines d'Iraniens se sont rassemblés, de manière largement pacifique, à Mashhad, la deuxième ville du pays, dénonçant leurs difficultés économiques. Le mouvement de protestation a fait 21 morts et déclenché des milliers d'arrestations.

En décembre 2017, les [députés ont débattu de la décision du Président américain Trump de ne pas certifier l'accord sur le nucléaire iranien](#). Ils ont souligné que l'UE et le reste de la communauté internationale avaient l'intention d'honorer l'accord multilatéral et de poursuivre l'approche "dual" des sanctions couplées à des négociations diplomatiques.

*Débat: mardi 16 janvier*

*Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité*

### En savoir plus

- [Étude EPRS - Décertification de l'accord nucléaire iranien par les États-Unis \(octobre 2017, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Le Kenya doit réformer son processus électoral, exhortent les députés

**Les députés débattront de l'instabilité persistante au Kenya suite à l'élection présidentielle contestée et, sur base du rapport de la mission d'observation électorale de l'UE, appelleront à des réformes.**

La [mission d'observation électorale \(MOE\) de l'UE au Kenya](#) a publié hier son rapport [sur les élections de 2017](#) et a émis 29 recommandations de réforme, dont:

- rendre les institutions indépendantes plus résilientes,
- rendre la réforme juridique plus inclusive,
- améliorer les arrangements en matière de TIC et le contrôle indépendant de la commission électorale,
- exiger légalement un cadre de résultats exhaustif, et
- réviser le système électoral pour promouvoir la participation des femmes et l'inclusion.

Comme convenu précédemment avec les autorités kenyanes, la MOE de l'UE a publié son rapport final endéans les trois mois suivant l'élection du 26 octobre. [Marietje Schaake \(ADLE, NL\)](#) l'a présenté mercredi 10 janvier 2018 à Bruxelles, après que le gouvernement kenyan a déclaré ne pas être prêt à recevoir l'observateur en chef à Nairobi pour le moment.

### À savoir

Le résultat de l'élection présidentielle kenyane, organisée en août 2017, qui a déclaré vainqueur le Président sortant Uhuru Kenyatta, a été annulé par la Cour suprême en raison d'irrégularités. Le scrutin ayant été déclaré nul, la demande de l'opposant Raila Odinga pour une réforme de la commission électorale s'est vue justifiée.

Lorsque les élections ont été reconduites deux mois plus tard, Raila Odinga s'est retiré de la course et en a demandé le boycottage, arguant que la commission électorale n'avait pas été suffisamment réformée pour garantir un résultat crédible. Cela a conduit à la réélection d'Uhuru Kenyatta et à une instabilité prolongée du pays.

*Débat: mardi 16 janvier*

*Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (sans résolution)*

### En savoir plus

- [Rapport final de la mission d'observation électorale \(MOE\) de l'UE \(10.01.2018, en anglais\)](#)
- [Conférence de presse par l'observatrice en chef de la MOE de l'UE Marietje Schaake \(ADLE, NL\) présentant le rapport final \(10.01.2018\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

# Séance plénière

## Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

**Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 18 janvier vers 10 heures, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:**

- le Nigéria;
- les cas des militants des droits de l'homme Wu Gan, Xie Yang, Lee Ming-cheh, Tashi Wangchuk et le moine tibétain Choekyi; et
- la République démocratique du Congo.

*Débats et votes: jeudi 18 janvier*

*Procédure: résolutions non législatives*

*#humanrights #democracy*

## Autres sujets à l'ordre du jour

**Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:**

- Année européenne du patrimoine culturel 2018, déclaration de la Commission, débat mercredi;
- Femmes, égalité des genres et justice climatique, Linnéa Engström, débat lundi, vote mardi;
- Gouvernance internationale des océans: un programme pour l'avenir de nos océans dans le contexte des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, José Inácio Faria, débat lundi, vote mardi;
- Mesures de gestion, de conservation et de contrôle applicables dans la zone de la convention de l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud, Linnéa Engström, débat lundi, vote mardi;
- Mise en œuvre de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et besoin de réforme des services professionnels, Nicola Danti, débat et vote jeudi;
- Mise en œuvre des stratégies macrorégionales de l'Union, Andrea Cozzolino, débat lundi, vote mardi;
- Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, Max Andersson, débat mercredi, vote jeudi;
- Chapitres sur le commerce et le développement durable dans les accords commerciaux de l'Union, question orale sans résolution, débat mardi;
- Grande interpellation: différend entre l'Union européenne et la Norvège concernant la pêche au crabe des neiges dans le Svalbard, O-000077/2017 [PECH], débat jeudi;
- Nomination de deux membres de la Cour des comptes (Eva Lindström et Tony James Murphy), vote mercredi.